

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
Prestations Intellectuelles (PI)**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

**Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest**

**OBJET DU MARCHÉ
ANGERS (49) Caserne Verneau
MISSIONS de CONTROLE TECHNIQUE
dans le cadre de la construction d'un bâtiment compagnie de 150 lits**

Montant du marché	<i>Se rapporter à l'Acte d'engagement</i>		
Imputation budgétaire	Mission défense		
Mois zéro	Voir courrier de notification	N° EJ	Voir courrier de notification
Code CPV	71631300-3	Code GM	36.04.03
Numéro de marché	26BAGS001		

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la passation de missions de contrôle technique pour les phases de conception, de réalisation des travaux et d'utilisation d'un bâtiment compagnie de 150 lits (y compris GPA). Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : ANGERS (49) - Caserne Verneau – 200 avenue René Gasnier, 49100 ANGERS.

Toutes les missions référencées à l'annexe A du CCTG-CT sont concernées par le présent marché. De plus, la mission PV, la mission VIEL, l'attestation d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et l'attestation de stabilité à froid telles que décrites au cahier des charges sont concernées par le présent marché.

ARTICLE 2. DOCUMENTS DE REFERENCES

Les missions s'exécutent conformément aux dispositions des textes suivants (liste non exhaustive) :

- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées ;
- décret n° 99-443 du 28 mai 1999, relatif au Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés de contrôles techniques (CCTG-CT) ;
- norme NFP 03-100, relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs ;
- code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance ;
- de manière générale, la législation et les normes européennes et françaises en vigueur ayant trait à l'objet de l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique.

Par nature, les vérifications comprennent l'évaluation du projet et de sa réalisation par référence :

- aux textes législatifs et réglementaires ;
- aux textes techniques à caractère normatif et notamment :
 - o aux normes françaises y compris les normes transposant en France les normes européennes ;
 - o aux règles et prescriptions techniques DTU ;
 - o aux règles professionnelles.

ARTICLE 3. NATURE DE LA MISSION

La prestation du contrôleur technique est effectuée conformément à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Les missions ci-dessous s'inscrivent dans le cadre d'un contrôle technique obligatoire visé par les articles L111-23 et R111-38 du code de la construction et de l'habitation et dont le contenu est précisé au CCTG-CT et dans la norme NFP 03-100.

Les missions suivantes seront confiées au titulaire :

3.1 - Missions de base (tranche ferme)

- **Mission L** portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- **Mission S** portant sur la sécurité des personnes dans les constructions.

3.2 - Missions complémentaires

Au titre de la tranche ferme :

- **Mission PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- **Mission P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- **Mission F** relative au fonctionnement des installations ;
- **Mission Ph** relative à l'isolation acoustique ;
- **Mission Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- **Mission Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;

Au titre de tranches optionnelles :

- **Tranche optionnelle n°1 : Mission Av** relative à la stabilité des avoisinants ;
- **Tranche optionnelle n°2 : Mission GTB** relative à la gestion technique du bâtiment ;
- **Tranche optionnelle n°3 : Mission HYS** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments.

3.3 - Missions supplémentaires (tranche ferme)

- **Mission VIEL** relative à la vérification initiale prévue à l'article R. 4226-14 du code du travail. Elle porte sur la conformité des installations aux dispositions des articles R. 4215-3 à R. 4215-17, R. 4226-5 à R. 4226-13 et des arrêtés pris pour leur application. Cette mission est définie dans l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Le contrôleur doit procéder aux vérifications suivantes :

- Examens de documents (notes de calculs, plans et schémas, documentation technique) ;
- Examens sur site ;
- Essais et mesurages.

Les points à examiner sont :

- Les conditions générales d'installation ;
- Les protections contre les risques de chocs électriques ;
- Les protections contre les risques de brûlures, d'incendie et d'explosion ;
- Les installations d'éclairage de sécurité.

Les rapports sont établis à l'issue des différentes vérifications exécutées par le contrôleur technique. Ces rapports doivent permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures propres à assurer la conformité des installations.

- **Mission PV** relative au recollement des Procès-Verbaux d'essais d'installations.

La mission PV a pour objet :

- Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations citées dans les présents documents ;
- Un avis sur les résultats de ces procès-verbaux.

Les vérifications et essais concernés ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations, dans les conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectués dans le cadre de la sécurité des personnes.

Les installations concernées sont les suivantes :

- Conditionnement d'air ;
- Ventilation mécanique ;
- Chauffage ;
- Réseaux de distribution collective et radiodiffusion ;
- Installations électriques ;
- Plomberie sanitaire ;
- Portiers électronique ;
- Réseau d'alimentation en eau ;
- Réseau d'évacuation.

3.4 - Attestation de stabilité à froid (tranche ferme)

- **Attestation de stabilité à froid** en application de l'Art. 46 du décret du 8 mars 1995.

ARTICLE 4. EXECUTION DE LA MISSION

4.1 - Modalités

Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées par le C.C.T.G. /C.T. (notamment les articles 10, 11, 12, 13 et l'annexe B) et la norme N.F.P. 03-100 de septembre 1995 (notamment son paragraphe 4) relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

4.2 - Phase conception

En complément des actes définis à l'annexe B du CCTG-CT il assure les tâches suivantes :

- **Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)**

Le contrôleur technique établit un rapport initial de contrôle technique (RICT), qui précise ses avis sur les études de conception, préalablement à la consultation des entreprises (études de diagnostic, rapports d'étude des sols, documents techniques, APS, APD et, PRO/DCE) dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de l'ordre de service.

- **Avis sur la notice de sécurité**

Le contrôleur technique participe ainsi aux réunions de travail nécessaires à l'établissement de la notice de sécurité et formule des avis sur l'adéquation des contreparties proposées par les concepteurs en cas de dérogation à certaines dispositions réglementaires.

Il formule un avis sur la notice de sécurité, établie par le maître d'œuvre et destinée à être jointe aux diverses demandes d'autorisation.

- **Avis sur la notice d'accessibilité**

Le contrôleur technique veille à la conformité aux règles d'accessibilité des plans et documents d'études tous corps d'état.

Il formule un avis sur la notice d'accessibilité, établie par le maître d'œuvre et destinée à être jointe aux diverses demandes d'autorisation.

Il établit un « rapport initial d'accessibilité » détaillé, sur le modèle de l'attestation finale, récapitulant les points à lever en phase exécution pour une mission complémentaire « Hand ».

- **Réunions de conception**

Le contrôleur doit également participer aux réunions de mise au point technique. Il informe par ailleurs le maître d'ouvrage, dans les délais précisés au §10.1 du présent CCP et sous la forme d'un avis technique, sur les sondages, prélèvements et jalons à envisager dans l'exécution des travaux.

La demande par OS du maître d'ouvrage vaut convocation pour la prochaine réunion de chantier.

4.3 - Phase réalisation

En phase réalisation, le contrôleur technique effectue les prestations suivantes:

- Examen des documents d'exécution et formule des avis correspondants ;
- Examen des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formule des avis correspondants ;
- Contrôle de la conformité aux règles d'accessibilité des plans et documents d'exécution tous corps d'états établis par les entreprises – pour une mission complémentaire « Hand » ;
- Réunions de chantier.

Le contrôleur technique participe en cas de besoin, à des réunions de mise au point technique avec le maître d'œuvre et les entrepreneurs visant à lever les éventuelles non-conformités rencontrées ; Il réalise

des visites et vérifications sur site aux moments clés de la réalisation des travaux (points de contrôle, points d'arrêts...) ; Il contrôle, à l'avancement, les principales côtes de gros œuvre, cloisons et doublages ayant une incidence sur l'accessibilité (rampes, dégagements, sanitaires handicapés...).

Le compte rendu (CR) de réunion de chantier du maître d'œuvre reçu en copie ou la demande par OS du maître d'ouvrage vaut convocation pour la prochaine réunion de chantier. En cas d'absence, non justifiée 48h au moins avant la réunion, le titulaire du marché se voit appliquer la pénalité définie au CCAP.

Préalablement à la réception, le contrôleur technique :

- établit et transmet au maître d'ouvrage le **rapport final de contrôle technique (RFCT)**, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification de l'ordre de service convoquant aux OPR ;
- fournit les différentes attestations le cas échéant, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de l'ordre de service notifiant la date de réception des travaux.

Le contrôleur technique réalise, par examen visuel, une vérification finale avant les opérations préalables à la réception des travaux et doit permettre au maître de l'ouvrage de faire d'éventuelles réserves.

Dans cette phase, le bureau de contrôle établit le RFCT dans lequel sont mentionnées les réserves non levées. Par la suite, la présence du contrôleur technique peut être requise lors des visites de levées de réserves.

En outre, il intervient à l'issue de l'intervention des entreprises afin de procéder à la levée des réserves formulées et actualise le rapport final de contrôle technique dans un délai de 5 jours ouvrés afin qu'il soit vierge de toutes réserves.

Il établit le **rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT)** pour la commission de sécurité et participe à la visite de la commission de sécurité dans les mêmes délais que pour les RFCT.

4.4 - Phase utilisation

Après la réception, le contrôleur technique continue de fournir des avis sur les travaux de parachèvement dans un délai de 10 jours ouvrés pendant toute la période de la garantie de parfait achèvement.

4.5 - Remarques

Les conditions suivantes sont appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estime nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution des travaux sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur du marché prend les dispositions nécessaires pour :
 - o informer dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entrepreneurs, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent marché de contrôle technique.
 - o donner au contrôleur technique copie de l'acceptation du permis de construire, s'il y a lieu.

ARTICLE 5. LIVRABLES

Les livrables doivent être fournis en format .PDF limité à une taille de 3 Mo.

Le titulaire transmet au maître d'ouvrage les avis, rapports ou attestations selon les modalités suivantes :

N°	Objets	Exemplaire numérique
1	Avis sur les documents en phase conception	1 pdf
2	Avis sur les documents en phase réalisation	
3	Rapport de visite de chantier	
4	Rapport initial de contrôle technique	
5	Rapport final de contrôle technique	
6	Attestation(s)	

ARTICLE 6. PRESTATIONS OBJET DU MARCHÉ

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par l'application d'un prix global et forfaitaire précisé dans l'acte d'engagement. Ce prix global et forfaitaire est réputé inclure l'ensemble des sujétions nécessaires à l'accomplissement des éléments de mission détaillés dans le présent CCTP, notamment :

- la période de recouvrement lors des changements éventuels de contrôleur technique, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
- le temps passé pour la participation aux réunions de conception ;
- le temps passé pour les visites de chantier et la participation aux réunions de chantier ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les vacations et déplacements nécessaires pendant toute la période de garantie de parfait achèvement.
- les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;

ARTICLE 7. DELAIS

A titre indicatif, un calendrier prévisionnel des phases de l'opération se trouve à l'article 5.1 du CCAP.

A l'intérieur de chaque partie technique, et pour chaque document ou ensemble de documents envoyés, le titulaire du marché formule ses avis dans les délais définis ci-dessous, à compter de la réception de chaque document d'étude que lui transmet le représentant du pouvoir adjudicateur.

Partie technique	Phase de l'opération (* partie technique au sens de l'article 22 du CCAG/PI)	Élément de mission de Maîtrise d'œuvre	Livrable	Délais (en jours ouvrés)
1	CONCEPTION	AVP	Avis sur les documents en phase conception	10
		PRO	Avis sur les documents en phase conception	10
2	REALISATION	EXE	Avis sur les documents en phase réalisation	5

	UTILISATION	VISA	Avis sur les documents en phase utilisation	10
--	-------------	------	--	----

ARTICLE 8. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques définies à l'article 7 du présent C.C.T.P.

ARTICLE 9. OBLIGATION DE DISCRETION

Tout coordonnateur ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel.

Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission de coordination et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les marchés coordonnés. Pour tout manquement aux obligations de discrétion d'un coordonnateur, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

ANNEXE 1- PRESENTATION**I - INTITULE DE L'OPERATION :**

ANGERS (49) – Caserne VERNEAU

Construction d'un bâtiment compagnie de 150 lits _Plan HBGT

Adresse : 200 avenue René Gasnier, 49100 ANGERS.

II – OBJET DE L'OPERATION

L'opération a pour objectif de construire un bâtiment « compagnie » permettant le travail et l'hébergement de 150 personnes, au profit du 6^{ème} Régiment de Génie.

Caractéristiques des ouvrages :

Les travaux définis dans le présent projet consistent à la construction d'un bâtiment en R+2 (ensemble bureaux + hébergements), ainsi que l'ensemble des divers travaux de voirie et réseaux divers (parking).

Le bâtiment n'a pas vocation à accueillir du public, et sa destination se décompose comme suit :

- Etablissement recevant des travailleurs (ERT) pour les locaux « bureau » au RDC ;
- Foyer-Logement pour les R+1 et R+2 et locaux « hébergement » identifiés au RDC.

Composition du marché de Conception, Construction, Aménagement, Entretien et Maintenance :

L'opération sera contractualisée par le biais d'un marché subséquent sur la base d'un accord cadre CCAEM.

Montant de l'opération :

A titre indicatif, le montant de l'enveloppe financière affectée par le maître de l'ouvrage pour la réalisation des travaux est de l'ordre de 7 millions d'euros TTC.

Délais de l'opération :

Voir article 5.1 du CCAP.

ANNEXE 2- PLANS ET PERSPECTIVE

Joint au présent CCTP